

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VITALAC

48 rue Principale
22160 Carnoët

Références : 2026.067
Code AIOT : 0005500030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/02/2026 dans l'établissement VITALAC implanté 48 RUE PRINCIPALE 22160 Carnoët. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle a été mené suite au départ de feu constaté l'après-midi du 2 février 2026, au niveau d'un boisseau alimentant une mélangeuse, pour lequel une télédéclaration a été effectuée par l'exploitant le 6 février suivant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VITALAC

- 48 RUE PRINCIPALE 22160 Carnoët
- Code AIOT : 0005500030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société VITALAC, implantée sur la commune de Carnoët, est spécialisée dans la fabrication d'aliments pour animaux.

Le fonctionnement des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) présentes sur le site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mars 2017 et l'établissement relève actuellement du statut SEVESO seuil bas (par la règle du cumul), principalement du fait des quantités de produits susceptibles de présenter un risque pour le milieu aquatique.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incident ou Accident	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 2.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Etude de dangers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Travaux	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.5.2	Demande d'action corrective	1 jour
7	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 9	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 16/02/2026 a permis de faire le point avec l'exploitant, d'une part, sur les éléments ayant conduit à l'apparition de l'accident survenu dans cette entreprise le 02/02/2016 et, d'autre part, sur les mesures ayant été mises en œuvre au moment de cet événement et postérieurement pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

En particulier, il est apparu que l'exploitant (et le bureau d'études ayant réalisé l'étude de dangers du site) avait sous-estimé les potentiels de danger de certaines matières premières minérales qui, lors de leur transport ou déversement en boisseau, peuvent émettre suffisamment de poussières pour créer des nuages combustibles ou explosibles.

Par ailleurs, l'exploitant s'est rendu compte que l'organisation actuellement envisagée dans son POI avait besoin d'être revue, notamment pour prendre en compte les disponibilités effectives des personnels en situation accidentelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident ou Accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incident ou Accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 2 février 2026 à 16h50, le SIDPC de la préfecture des Côtes d'Armor a informé l'UD22 qu'un incendie était en cours sur un boisseau de la société VITALAC. Le même jour à 19h18, ce service transmettait un mail annonçant que le feu avait été éteint. Le 6 février 2026, conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant a rempli une déclaration d'incident sur le site entreprendre.service-public.gouv.fr et a transmis le compte-rendu de la réunion d'analyse réalisée le 3 février 2026. A la lecture de ce document, l'inspection constate que, s'il décrit effectivement les circonstances du sinistre et identifie les actions à mettre en œuvre afin d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise, l'exploitant ne mentionne pas le fait que certaines personnes ont été examinées par les pompiers afin d'évaluer l'impact sur leur santé des fumées ayant été émises pendant le sinistre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans la mesure où le paramètre "atteinte aux personnes" entre dans la qualification d'un accident, l'inspection a demandé à l'exploitant de requalifier l'évènement et de compléter la déclaration ayant été faite le 6 février 2026. L'exploitant identifiera les causes de cet accident (mise en présence de matières premières minérales dont le potentiel de dangers avaient été sous-estimé et d'une source d'ignition provenant de travaux réalisés à proximité) ainsi que les mesures prises pour éviter l'apparition d'une situation similaire (arrêt du transfert de matières dans les équipements situés à proximité

de travaux, réduction des teneurs en matières premières possédant un potentiel de danger, ...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Constats :

Le 16/02/2026, l'exploitant a présenté les plans décrivant les zones à risques identifiées dans son établissement.

En particulier, il dispose :

- d'un plan représentant l'ensemble de l'usine et identifiant les grandes zones concernées par les risques d'explosion ; ce plan est présenté dans le POI et peut être mis à la disposition des services de secours ;
- d'un plan identifiant les zones ATEX au niveau des équipements mis en œuvre (silos, transporteurs, ...).

En complément, l'inspection a été informée par le SDIS22 que l'exploitant disposait de plans ayant été réalisés par une société spécialisée permettant de présenter au service de secours l'emplacement des zones à risques, les moyens d'intervention disponibles ainsi que les organes de coupure des utilités (énergies, ...).

L'inspection constate que :

- le plan présenté dans le POI ne permet pas d'identifier précisément quels sont les équipements susceptibles de présenter un risque d'explosion ;
- la zone impactée par l'accident du 02/02/2026 (transporteur ayant servi à l'apport de soufre dans le boisseau BM3 et boisseau BM3) est bien identifiée sur la cartographie ATEX datant de 2016, comme étant une zone ATEX 21 où, en fonctionnement normal, des poussières sont susceptibles d'être présentes de façon occasionnelle, éventuellement en quantité telle qu'un nuage de poussières combustibles peut apparaître.

Par ailleurs, l'inspection n'a pas visualisé de marquage ATEX au niveau de la zone impactée par l'accident du 02/02/2026 alors que l'exploitant indique en avoir positionné.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de :

- vérifier la présence des marquages ATEX au niveau des équipements concernés ;
- modifier le plan dans le POI en identifiant les équipements susceptibles de présenter un risque d'explosion ;
- veiller à mettre à la disposition des secours l'ensemble des informations (plans, ...) permettant d'avoir une bonne appréhension du risque présent au niveau de la zone du sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers

Prescription contrôlée :

[...]

2. Analyse de risques.

L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

[...]

Constats :

L'inspection constate que l'étude de dangers ne mentionne :

- ni le risque présenté par certaines matières premières dont les poussières peuvent former des nuages combustibles ou explosibles ;
- ni l'existence des zone ATEX 21 ou 22 correspondantes à des zones où, en fonctionnement normal, des poussières sont susceptibles d'être présentes de façon occasionnelle, éventuellement en quantité telle qu'un nuage de poussières combustibles peut apparaître ;
- ni les équipements sensibles situés à proximité de ces zones ATEX 21 ou 22 (canalisation contenant de l'acide formique, ...).

Cette absence d'information a été préjudiciable pour la qualité de l'information qui a été

transmise au SDIS au moment de la gestion de l'accident du 02/02/2026 (risque d'explosion non identifié).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des constats présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de compléter l'étude de dangers en prenant en compte le retour d'expérience de l'accident du 02/02/2026 (information relative au potentiel de dangers de certaines matières premières, existence de zones ATEX 21 ou 22 avec, pour certaines, proximité de canalisation transportant des matières dangereuses).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux
Prescription contrôlée : <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1, et notamment celles recensées locaux à risques, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectuées qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un "permis feu" (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le "permis d'intervention" et éventuellement le "permis feu" et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont réalisés par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention", "le permis feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signées par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis feu".</p> <p>[...]</p>
Constats : <p>Le compte-rendu rédigé le 3 février 2026 indique que les travaux de mise en place d'une trémie au niveau de la ligne de broyage a fait l'objet d'un plan de prévention et d'un permis feu.</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a fourni le plan de prévention encadrant les travaux réalisés par la société AUTRET Solutions sur la tour de broyage et de mélange de la nouvelle ligne de broyage entre le 01/01/2026 et le 31/12/2026.</p> <p>Ce document, signé par le directeur industriel de la société VITALAC, indique explicitement la présence d'une zone ATEX et le risque d'incendie/explosion au niveau de la zone de travail. Il décrit également la procédure d'alerte devant être appliquée en cas de découverte de feu par du personnel du prestataire.</p> <p>En complément, l'exploitant a également transmis le permis de travail ayant été signé le matin du</p>

02/02/2026 et le permis feu ayant été signé le même jour, autorisant des travaux de soudage à l'aide d'un poste à souder, de meulage et l'emploi d'une tronçonneuse. L'inspection constate que le plan de prévention a été signé par les personnels de la société AUTRET Solutions le 03/02/2026 (soit le lendemain de l'accident).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection rappelle à l'exploitant que les plans de prévention doivent être signés par les entreprises extérieures avant le début des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 5 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/10/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée :
L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]
Constats :
Dans le cadre de la préparation, l'exploitant a transmis plusieurs FDS relatives aux matières premières entrant dans la composition du produit qui était en cours de fabrication sur la ligne de production impactée par l'accident du 02/02/2026. En lisant la FDS de ce produit, et bien que ce risque soit considéré comme suffisamment faible pour justifier l'absence du pictogramme spécifique en tête de document, l'inspection observe que les vapeurs du soufre micronisé, qui venait d'être introduit dans le boisseau peu de temps avant l'accident, sont susceptibles de s'enflammer ou d'exploser en présence d'une source d'ignition (dans le cas de l'accident du 02/02/2026 : étincelles provenant des travaux de soudure et meulage à proximité qui auraient enflammé des vapeurs de soufre qui se seraient échappées du boisseau par une trappe non hermétique). En séance, l'exploitant a indiqué à l'inspection que l'accident du 02/02/2026 lui avait fait prendre conscience de l'existence de ce danger et qu'il avait décidé de mandater un bureau spécialisé pour réaliser une étude permettant d'identifier les éventuelles incompatibilités et risques associés à ses mélanges, y compris lorsqu'ils apparaissent de façon transitoire au cours des fabrications.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2017, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée :

<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local [...] • de deux réserves en eau incendie permettant de fournir un volume de 840 m³ (720 m³ + 120 m³) accessibles en toute circonstances. [...] • d'au moins 2 RIA, localisés au niveau des accès du bâtiment de production ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation [...] • [...] <p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p> <p>Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.</p> <p>Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 16/02/2026, l'exploitant a indiqué que, pour agir sur l'accident du 02/02/2026, les moyens suivants ont été mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 extincteurs, mis en œuvre par les personnels au moment de l'alerte ; • l'eau apportée par les fourgons du SDIS 22, utilisée notamment pour refroidir les équipements voisins de la zone accidentée ; • l'eau délivrée par les RIA (eau de ville), utilisée pour le nettoyage du local et des équipements. <p>Il a également été précisé que l'eau des réserves incendie n'a pas été utilisée et que les 2 extincteurs ont été remplacés dès le 05/02/2026.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant a remis en état les moyens nécessaires à une intervention en cas de sinistre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un POI, mis à jour le 17/11/2025, qui a été mis en œuvre lors de l'accident du 02/02/2026.</p>

<p>Ce document contient notamment un schéma d'alerte qui, globalement, a été respecté par les différents personnels présents sur le lieu du sinistre.</p> <p>Cependant, à posteriori, l'exploitant constate qu'il lui a été difficile de mettre en œuvre son POI tel que prévu, notamment du fait du manque de disponibilité effective, en situation accidentelle, des personnes identifiées pour les différents rôles.</p> <p>De plus, il s'est rendu compte qu'il avait perdu le contrôle de la communication externe.</p> <p>L'inspection constate également que le scénario de l'accident apparu le 02/02/2026 n'est pas envisagé dans la version actuelle du POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, l'inspection demande à l'exploitant de modifier son POI en tenant compte du retour d'expérience de l'accident du 02/02/2026, en particulier en ce qui concerne la répartition des rôles nécessaires à l'accueil et l'accompagnement des services de secours, à la réalisation des actions de mise en sécurité (coupure des énergies, actions sur les équipements, ...) et à la mise en sécurité des personnels.</p> <p>Par ailleurs, le POI devra désormais envisager le scénario d'incendie/explosion dans des zones ATEX de type 21 ou 22.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>